

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2015)

Heft: 2096

Artikel: L'économie suisse au premier rang : les entreprises font mieux que résister

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017397>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie suisse au premier rang

Les entreprises font mieux que résister

Jean-Pierre Ghelfi - 06 octobre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28191>

Il y a quelques jours, le World Economic Forum (WEF) a rendu public son [classement annuel](#) concernant la compétitivité des pays, qui prend en considération douze critères: les institutions, les infrastructures, le développement macro-économique, la santé et l'éducation de base, l'éducation supérieure et la formation, l'efficacité du marché des biens, l'efficacité du marché du travail, le développement du marché financier, l'efficacité technologique, l'importance du marché, la sophistication des affaires, le pilier de l'innovation.

La Suisse, pour la septième année consécutive, occupe le premier rang.

Quelles que soient les réserves que l'on peut avoir sur l'intérêt et la valeur de tels rapports et classements, comment ne pas se poser la question d'un lien éventuel avec le processus de réévaluation de notre monnaie? Processus engagé depuis le début des années 70, lorsque les Etats-Unis ont mis fin, de fait, aux Accords de Bretton Woods et que les taux de change fixes ont été remplacés par des taux de change flottants (voir la série d'articles rassemblés dans [DP 2095a](#)).

Le classement du WEF n'est d'ailleurs pas le seul à mettre la Suisse en bonne position au

sein des pays développés. La presse nous livre aussi, à l'occasion, des appréciations d'industriels plutôt positives sur le dynamisme de l'économie helvétique. Ainsi le 27 septembre *Le Matin* titrait: «*Malgré le franc fort, la Suisse est séduisante*». L'article faisait état des propos d'un industriel horloger, qui relevait les atouts du pays: une bureaucratie peu développée, une bonne collaboration avec les syndicats, les capacités d'innovation et l'engagement du personnel.

Il y a deux ans, le Centre européen pour la recherche économique ([ZEW](#), à Mannheim) donnait aussi la meilleure note à la Suisse en prenant en compte cinq critères: impôts, coûts du travail/productivité, réglementations, financements, infrastructures).

[Towers-Perrin](#), une société de conseils en matière de gestion des ressources humaines, relevait il y a sept ans le très fort engagement du personnel pour la réussite de l'entreprise dans laquelle il travaille, engagement supérieur à celui noté dans les autres pays développés. Cette société de conseils notait que ce constat représente un avantage concurrentiel qui est trop rarement pris en considération.

Evidemment, rien de tout cela

n'est gratuit. Il faut pour le moins un bon climat de travail dans les entreprises. Ce qui signifie que le personnel doit avoir le sentiment que son travail, son engagement, ses avis sur l'organisation des activités sont pris en considération. Il faut aussi, évidemment, un salaire qui permette de vivre correctement.

Le rapport du WEF mentionné initialement relève que l'une des raisons pour lesquelles la Suisse continue de bien se positionner est liée à sa capacité à attirer du personnel engagé et talentueux. Avec pour conséquence d'une part de bien payer ces salariés et d'autre part d'avoir un marché du travail ouvert. Ce problème n'a d'ailleurs rien de nouveau. Les entreprises installées en Suisse sont parvenues à développer des technologies et des produits haut de gamme qui les mettent de longue date relativement à l'abri des mouvements erratiques de la monnaie nationale.

Pour dire encore plus clairement les choses: le recours au seul marché du travail indigène et à des salaires médiocres n'aurait pas permis aux entreprises de constamment améliorer leurs produits pour compter parmi les meilleurs au monde, et parvenir à occuper et maintenir de telles positions dans la

durée. [George Sheldon](#), de l'Université de Bâle, relève que depuis une vingtaine d'années la proportion des actifs étrangers arrivant en Suisse avec un diplôme universitaire est deux fois plus élevée que celle des universitaires dans la population suisse.

Ne se pourrait-il pas, finalement, que la revalorisation du franc soit

pour les entreprises une incitation quasi permanente à être et à compter parmi les meilleures? D'ailleurs, les toutes récentes prévisions du KOF vont [dans ce sens](#).

Dans tous les cas, ce n'est sûrement pas en geignant sur les coûts élevés de la main-d'œuvre et les délocalisations dans des pays prétendus

«meilleur marché» que l'on permettra à l'économie suisse, dans la durée, de maintenir son niveau et ses performances.

Et ce n'est évidemment pas si l'on met fin à la libre circulation des personnes que les entreprises pourront continuer de relever les défis technologiques et concurrentiels des économies globalisées du 21e siècle.

L'économie circulaire: un recyclage d'idées?

Réduction des déchets, réutilisation des biens et recyclage, telle est la devise de l'économie circulaire. Un tour d'horizon et quelques pistes

Invité: François-Xavier Viallon - 07 octobre 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28200>

Parmi la pléthore d'idées cherchant à créer un monde meilleur, celle d'économie circulaire revient périodiquement dans le débat.

Mise en avant depuis les années 2000, l'[économie circulaire](#) prône un mode de production de richesses se fondant sur trois principes: réduire, réutiliser, recycler, alias les trois R. Le premier terme, le plus important, implique la réduction de la quantité de déchets produits et de pollutions émises. Le second a pour objet la réutilisation et la réparation des biens afin d'en prolonger la durée de vie. Le troisième, qui représente en quelque sorte la dernière option, comporte deux voies: la première vise à réutiliser les ressources transformées (matériaux) de manière

circulaire – faire des bouteilles avec des bouteilles; la seconde à transformer la matière en un état non réversible – par exemple substituer le sable du béton par du verre concassé.

Tout cela est-il vraiment nouveau?

Dans la vie courante, l'économie circulaire connaît, particulièrement en matière de réutilisation, de multiples applications ne datant pas d'hier: les magasins de deuxième main, les ateliers de réparation, les bibliothèques circulantes, les infrastructures publiques...

Sur le plan politique, son application a elle aussi fait du chemin: depuis les années 1970, l'essor de la législation environnementale a contribué,

[tout particulièrement en Suisse](#), à réduire notamment les émissions de polluants dans l'eau et dans l'air. L'introduction de la taxe carbone en 2008 a permis de réduire les émissions de CO₂. Malheureusement, son effet est presque entièrement compensé par l'accroissement simultané du trafic routier.

En ce qui concerne les déchets, leur réduction a connu un succès bien moins franc: entre 1990 et 2011, la quantité annuelle de déchets produits dans le pays par personne a [presque doublé](#), passant de 172 kilos par an à 350 kilos. Toutefois, la quantité de déchets enfouis (eh oui, à l'époque...) et désormais incinérés a [baissé de 20%](#) sur cette même période, et ce grâce au recyclage.